

Les intellectuels turcs réduits au silence

vendredi 23 mars 2007, par [Laure Marchand](#)

Source : Le Figaro, 13/02/2007

Menacés dans leur pays, de nombreux défenseurs des droits de l'homme se sentent également lâchés par l'Union européenne.

« L'aube prend appui dans le détournement des formes pour que soudain surgisse le jour. » **Denis Donikian** - Huile sur toile.

« *On va te régler ton compte* » : l'avertissement était punaisé sur la porte du bureau d'**Ibrahim Kaboglu**, à l'université Marmara d'Istanbul. Ses étudiants ont reçu des SMS : « *Le professeur Kaboglu a été tué dans un attentat.* » Les messages ont été envoyés depuis son propre téléphone portable, dérobé à son domicile au cours d'un cambriolage nocturne. Le professeur de droit constitutionnel a porté plainte, sans résultat. Il a également demandé une protection policière qui lui a été refusée par le gouverneur adjoint d'Istanbul en 2006.

Ce même haut fonctionnaire avait mis en garde Hrant Dink des dangers qu'il encourait. « *J'ai décidé de rendre publiques ces menaces après son assassinat, au cas où il m'arriverait quelque chose* », explique Ibrahim Kaboglu. Le journaliste d'origine arménienne, abattu le 19 janvier, a payé de sa vie son combat pour la démocratie et le dialogue turco-arménien. De nombreux autres intellectuels et défenseurs des droits de l'homme continuent d'être menacés en Turquie. Leurs noms sont couchés sur une liste noire, cible des ultranationalistes, dans une indifférence quasi générale des pouvoirs publics.

Le plus médiatique d'entre eux, **Orhan Pamuk**, a quitté le pays le 1^{er} février en toute discrétion pour les États-Unis. Le Prix Nobel de littérature, qui a été traîné devant les tribunaux pour avoir évoqué le génocide arménien, était régulièrement menacé depuis 2005. Ces derniers jours, l'étau se resserrait. « *Dites à Pamuk de prendre garde !* » avait lancé l'un des principaux suspects de l'attentat contre Hrant Dink après son arrestation. La semaine dernière, la photo de l'écrivain est apparue sur Internet à côté de la dépouille du journaliste, dans une vidéo signée des « Brigades turques de la vengeance », avec une mise en garde : « *D'autres vont mourir.* »

Le cas de Pamuk est l'arbre qui cache la forêt : les chefs de file démocrates font l'objet d'une véritable traque. Dans la ligne de mire, ceux qui cherchent à briser le tabou sur le massacre des Arméniens commis sous l'Empire ottoman, défendent des droits pour les Kurdes, critiquent la dérive idéologique du culte d'Atatürk... Les articles 301 et 216 du Code pénal font partie de l'arsenal utilisé contre ces partisans de l'ouverture démocratique. Plusieurs dizaines d'entre eux ont été poursuivis, notamment à l'initiative d'un groupe d'avocats d'extrême droite. Les menaces de mort sont un autre volet du plan destiné à les réduire au silence.

Dans les heures qui ont suivi l'assassinat du rédacteur en chef d'Agos, les autorités ont attribué d'office des gardes du corps à au moins sept personnalités, comme Etyen Mahçupyan, qui a pris la suite de **Hrant Dink** à la tête de l'hebdomadaire. Ou la romancière **Elif Safak**, traduite en justice en septembre, à cause des propos tenus par un de ses personnages sur « les bouchers turcs de 1915 ». **Ismet Berkan**, rédacteur en chef du quotidien libéral Radikal, harcelé par des lettres anonymes, est également sous protection. Avec quatre autres journalistes, il avait été poursuivi pour avoir dénoncé une décision de justice visant à interdire une conférence sur les Arméniens, en 2005.

« Génération sacrifiée de la mondialisation »

Cette vague d'intimidations se déroule sur fond de retour en force du nationalisme. Ces dernières semaines, des slogans ultranationalistes ont remplacé les encouragements sportifs dans les stades de foot de villes anatoliennes. À Afyon les supporters ont scandé « Nous sommes tous Ogün ! » (l'assassin présumé de Hrant Dink, NDLR) « *Pas éduquée, sans travail et sans espoir, c'est la génération sacrifiée de la mondialisation et de la modernisation de la Turquie* », analyse **Mehmet Altan**, professeur d'économie. Réclamé par tous les médias pour dresser un diagnostic de la société, cet intellectuel en vue a également reçu des menaces par e-mails, « les mêmes que Pamuk ». Il les évacue d'un rire sonore car « c'est dans l'air pour chacun de nous ».

Ces invectives lancées dans les tribunes sont révélatrices du gouffre qui s'est creusé entre une élite pro-européenne, et une partie de la population arc-boutée sur sa vision d'une Turquie entourée d'ennemis. « Nous sommes des traîtres à la patrie, achetés par l'Union européenne », résume **Baskin Oran**. « Je vais te tuer ». « Je baise ta mère »... Ce professeur de sciences politiques à Ankara a reçu des menaces. Il est également sur la liste noire. En 2004, il était membre du Conseil consultatif des droits de l'homme, une instance créée par le gouvernement et alors présidée par Ibrahim Kaboglu. Les conclusions accablantes d'un rapport sur les droits de l'homme en Turquie ont valu aux deux universitaires un procès devant le tribunal correctionnel d'Ankara en 2006 pour « insulte à l'identité turque ». Ils ont été acquittés, mais le procureur général s'est pourvu en cassation, signe de l'acharnement d'une justice hostile au processus de démocratisation. Pour Kaboglu, le pouvoir est responsable du climat actuel : « *Le jour de la remise du rapport, un syndicaliste me l'a arraché des mains et l'a déchiré. Le gouvernement n'a pas réagi.* » Un silence qui laissait la voie libre aux meurtriers de Hrant Dink. En guise de protection, Kaboglu, lui, essaye de se faire discret, évite les plateaux de télévision et trouve un peu de réconfort dans les poignées de mains d'anonymes qui le reconnaissent dans la rue.

Aux abois, les intellectuels turcs se sentent également lâchés par l'Union européenne. Attablé dans une pâtisserie sur les bords du Bosphore, **Soli Ozel**, chroniqueur au quotidien Sabah, ne s'habitue pas à son nouveau garde du corps : « *Je ne sais pas pourquoi la Sûreté me l'a attribué, car je n'ai jamais été menacé. Je dois faire partie du contingent juif.* » Pendant que le policier surveille la porte d'entrée, Ozel confesse sa rancœur envers l'UE : « *À longueur d'articles, nous avons défendu les réformes réclamées par Bruxelles. Nous nous sommes opposés aux adversaires de l'adhésion. Et maintenant qu'on a besoin de soutien, plus rien !* »

Baskin Oran ne digère pas non plus « *la politique hypocrite de l'UE* » qui a poussé un peu plus la Turquie dans le piège du nationalisme. Pour lui, les réformes démocratiques ont déjà révolutionné le pays : « *Nous sommes en route pour le paradis, mais le chemin est long et il passe par l'enfer. On y est.* »